

ANNEXE: CADRE DE COOPERATION ENTRE LE H3C ET LE JFSA/CPAAOB SUR LE TRANSFERT DE DONNEES PERSONNELLES

Le Haut Conseil du commissariat aux comptes (« H3C ») en France et le Financial Services Agency of Japan (« JFSA ») et le Certified Public Accountants and Auditing Oversight Board («CPAAOB ») au Japon :

- reconnaissent que le transfert de Données Personnelles du H3C au JFSA/CPAAOB doit être conforme à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (transposant la Directive 95/46/CE, et en particulier le chapitre IV de la Directive 95/46/CE);
- reconnaissent que le transfert de Données Personnelles du JFSA/CPAAOB au H3C doit être conforme à la Loi sur la protection des informations personnelles détenues par des organes administratifs (Act on the Protection of Personal Information Held by Administrative Organs);

conviennent de ce qui suit :

I. DEFINITIONS

Pour l'application du présent accord :

« **Auditeur** » désigne une personne physique ou un cabinet d'audit qui relève de la compétence des deux Autorités ;

« **Autorité** » ou « **Autorités** » désigne le H3C en France et/ou le JFSA/CPAAOB au Japon ;

« **Directive sur la Protection des Données** » désigne la directive 95/46/CE du Parlement Européen et du Conseil en date du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données Personnelles et à la libre circulation de ces données. La « **Loi française sur la protection des données** » désigne la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

« **Données Personnelles** » désignent toute Information transférée par l'une des Autorités et se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (« **Personne Concernée** »), directement ou indirectement, en particulier par référence à un numéro d'identification, ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques liés à son physique, sa physiologie, son mental, son identité économique, culturelle ou sociale ;

« **Données Sensibles** » désignent les données révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, croyances religieuses ou philosophiques, l'appartenance à des syndicats, les données sur la santé ou la vie sexuelle et les données se rapportant aux infractions, aux condamnations pénales ou aux mesures de sûreté se rapportant aux individus ;

« **Echange de Lettres** » (« EdL ») désigne le document en date du 15 avril 2016, échangé entre les Autorités afin de faciliter la coopération réciproque et l'échange d'Informations relatives à la supervision des auditeurs ;

« **Exécutant** » désigne toute personne physique ou morale, pouvoir public, agence ou tout autre organe en charge du traitement des Données Personnelles pour le compte du Responsable du traitement ;

« **Lois ou Règlements** » désignent toute loi, toute règle ou tout règlement en vigueur dans les pays respectifs des Autorités ;

« **Responsable du traitement** » désigne, dans le cas des Données Personnelles traitées par l'Autorité nationale dont relève la Personne Concernée et transférées à l'autre Autorité, l'autre Autorité qui seule, ou conjointement, se charge de la détermination de l'objectif et des moyens de Traitement des Données Personnelles ;

« **Tiers** » désigne toute personne physique ou morale, pouvoir public, agence ou tout autre organe à l'exclusion de la Personne Concernée, du H3C, du JFSA/CPAFOB et des personnes soumises à l'autorité directe des autorités citées ci-dessus et qui sont autorisées à traiter les données.

« **Traitement des Données Personnelles** » (« Traitement ») désigne toute opération ou série d'opérations concernant des Données Personnelles, et accomplie par des moyens automatiques ou non, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, le stockage, l'adaptation ou la modification, le retrait, la consultation, l'usage, la divulgation par transmission, diffusion ou autre mise à disposition, l'uniformisation ou la combinaison, le blocage, l'effacement ou la destruction ;

II. PRINCIPES DE TRAITEMENT DES DONNEES

Les Autorités conviennent que la transmission des Données Personnelles par l'Autorité requise (qui fournit les données) à l'Autorité requérante (qui demande les données) est régie selon les principes suivants :

1. Limitation de l'objet : Les Données Personnelles transmises par l'Autorité requise à l'Autorité requérante ne peuvent être traitées par l'Autorité requérante que si cela s'avère nécessaire aux fins autorisées ou exigées par les Lois ou Règlements relatifs à la supervision, aux contrôles ou aux enquêtes concernant des Auditeurs. Le transfert ultérieur de ces données à d'autres fins est régi par l'article 7 ci-après.

Les Autorités reconnaissent vouloir obtenir principalement les noms et les Informations relatives aux activités professionnelles des personnes physiques qui sont responsables de l'audit d'un mandat ou qui ont participé à l'audit de mandats faisant l'objet d'un contrôle, ou qui ont joué un rôle important au sein de la direction ou du contrôle qualité du cabinet. De telles Données Personnelles ainsi que d'autres Données Personnelles ne seront exploitées que pour évaluer le degré de conformité de l'Auditeur agréé/notifié et les personnes associés aux Lois ou Règlements en vigueur et de renforcer la conformité aux dits Lois ou Règlements.

Si l'Autorité requérante prévoit d'exploiter les Informations reçues de l'Autorité requise à des fins autres que celles mentionnées dans leur demande, l'Autorité requérante doit demander au préalable le consentement écrit de l'Autorité requise. Si l'Autorité requise consent à l'exploitation des Informations à des fins autres que celles mentionnées, celle-ci peut subordonner son consentement à des conditions.

Les Autorités appliqueront les principes d'anonymisation et de minimisation de données, ce qui signifie que les transferts des Données Personnelles seront effectués exclusivement au cas par cas, lorsqu'ils sont strictement nécessaires à l'exécution de l'EdL portant sur la coopération réciproque et l'échange d'Informations relatifs à la supervision des auditeurs.

2. Qualité des Données et proportionnalité : Toutes les Autorités s'assureront que les Données Personnelles transférées sont exactes. Chaque Autorité informera l'autre Autorité de l'inexactitude des informations transmises précédemment et/ou de la nécessité de les mettre à jour. Dans ce cas, l'autre Autorité devra apporter toutes les corrections appropriées à ses fichiers.

Toutes les Autorités s'assureront que les Données Personnelles demandées et transmises sont précises, pertinentes et appropriées aux fins pour lesquelles elles sont transférées et exploitées.

Les Données Personnelles doivent être conservées dans un format permettant l'identification des Personnes Concernées pendant une période qui ne peut excéder d'une part, le temps nécessaire aux fins pour lesquelles ces données ont été collectées et pour lesquelles elles font l'objet d'un traitement complémentaire, et d'autre part, la durée requise par les Lois ou Règlements applicables. Les Autorités devront mettre en place des procédures appropriées d'enregistrement, de conservation et de suppression pour toutes les informations reçues dans le cadre du EdL et du présent cadre de coopération.

3. Transparence : Le H3C communiquera aux Personnes Concernées des Informations relatives au transfert et au traitement complémentaire de leurs Données Personnelles, conformément à la Directive sur la Protection des Données et à la Loi Française sur la Protection des Données. Les Autorités reconnaissent que l'objet de la collecte et de l'exploitation des Données Personnelles par le JFSA/CPAAOB figurent dans la Loi sur les Expert-Comptables (Certified Public Accountants Act).

4. Sécurité et confidentialité : Les Autorités se sont communiquées des Informations décrivant les mesures techniques et organisationnelles de sécurité réputées adéquates par celles-ci. Ces mesures ont pour objectif de protéger les Données Personnelles contre tout accès, destruction, perte, modification ou divulgation qu'elles soient accidentelles ou illégales.

Les Autorités conviennent de mettre à jour les Informations si des modifications sont apportées à leurs mesures techniques et organisationnelles de sécurité susceptibles d'affaiblir les protections assurées aux Données Personnelles.

Toute personne agissant sous l'autorité du Responsable du Traitement, y compris un Exécutant, n'est pas autorisée à traiter les données en dehors des instructions données par le Responsable du Traitement.

5. Droits d'accès, de rectification ou de suppression : Les Personnes dont les Données Personnelles ont été transférées à l'Autorité requérante peuvent demander à l'Autorité requise d'identifier toutes les Données Personnelles transférées et demander que l'Autorité requise s'assure, auprès de l'Autorité requérante, que les données sont complètes, exactes et, le cas échéant, à jour et que le Traitement est conforme aux principes de traitements des données exposés dans le présent cadre de coopération. Si les données s'avéraient incomplètes, inexactes ou obsolètes, ou si le traitement n'était pas conforme aux principes de traitements des données stipulés par le présent cadre de coopération, la Personne Concernée devra transmettre sa demande de rectification, de suppression ou de blocage des données directement auprès de l'Autorité requise.

Cependant, le JFSA/CPAFOB peut dans le cadre de l'exercice de ses fonctions de régulation et, conformément aux Lois en vigueur au Japon, être amené à limiter l'accès des Personnes Concernées aux Données Personnelles qu'il détient afin de préserver sa capacité à surveiller, contrôler ou exercer ses fonctions de régulation à l'égard des Auditeurs, des personnes associées et d'autres individus concernés¹ qui sont soumis à sa compétence règlementaire².

6. Données Sensibles : Les Données Sensibles ne seront pas transférées entre Autorités sauf si la Personne Concernée y consent.

7. Transfert ultérieur : Si l'Autorité requérante a l'intention de transférer des Données Personnelles à un Tiers, elle se conformera au processus prévu dans la partie V de l'EdL. Il incombera aux Autorités de fournir des Informations pertinentes à la Personne Concernée si les Lois ou Règlements de l'Autorité requise l'exigent. Les Autorités se sont fournies des Informations décrivant les Lois ou Règlements relatives au transfert ultérieur d'informations confidentielles.

8. Réparation : Les Autorités reconnaissent avoir fourni des informations sur les conséquences de la divulgation illicite d'informations non-publiques ou confidentielles. Toute infraction sera signalée auprès de l'Autorité requise et si la loi l'exige, auprès de l'autorité de protection des Données Personnelles compétente au sein de chacune des juridictions.

¹ Ex. Directeur Général, Directeur Financier ou auditeur interne du client audité.

² Le JFSA/CPAFOB peut limiter ces droits dans les cas prévus à l'article 14 de la Loi sur la Protection d'Informations Personnelles Détenues par des Organes Administratifs.

**ANNEX: FRAMEWORK BETWEEN THE H3C AND THE JFSA/CPAAOB
ON THE TRANSFER OF CERTAIN PERSONAL DATA**

The Haut Conseil du commissariat aux comptes (“H3C”) in France and the Financial Services Agency of Japan (“JFSA”) and Certified Public Accountants and Auditing Oversight Board (“CPAAOB”) in Japan:

- Recognising that the transfer of Personal Data from the H3C to the JFSA/CPAAOB has to be in accordance with the Act n°78-17 of 6 January 1978 relating to information technology, data files and freedoms implementing Directive 95/46/EC, and in particular Chapter IV of Directive 95/46/EC;
- Recognising that the transfer of Personal Data from the JFSA/CPAAOB to the H3C has to be in accordance with the *Act on the Protection of Personal Information Held by Administrative Organs*;

have concurred on the following framework.

I. DEFINITIONS

For the purpose of this framework

“**Auditor**” means a natural person or an audit firm that falls within the regulatory jurisdictions of both Authorities;

“**Authority**” or “**Authorities**” means the H3C in France and/or the JFSA/CPAAOB in Japan;

“**Controller**” means, in the case of Personal Data processed in the Authority of the home jurisdiction of the Data Subject and transferred to the other Authority, the other Authority which alone or jointly determines the purposes and means of the Processing of Personal Data;

“**Data Protection Directive**” means Directive 95/46/EC of the European Parliament and of the Council of 24 October 1995 on the protection of individuals with regard to the Processing of Personal Data and on the free movement of such data; The “**French Data Protection Act**” means the Act n°78-17 of 6 January 1978 relating to information technology, data files and freedoms.

“**Exchange of Letters**” (“EoL”) means the document, dated 15 April 2016, and exchanged by the Authorities to facilitate mutual cooperation and the exchange of Information related to the oversight of auditors;

“**Laws or Regulations**” means any laws, rules or regulations in force in the respective countries of the Authorities;

“**Personal Data**” means any Information transferred from the other Authority relating to an identified or identifiable natural person (“Data Subject”); an identifiable person is one who can be identified, directly or indirectly, in particular by reference to an identification number or to one or

more factors specific to his/her physical, physiological, mental, economic, cultural or social identity;

“Processing of Personal Data” (“Processing”) means any operation or set of operations which is performed upon Personal Data, whether or not by automatic means, such as collection, recording, organisation, storage, adaptation or alteration, retrieval, consultation, use, disclosure by transmission, dissemination or otherwise making available, alignment or combination, blocking, erasure or destruction;

“Processor” means a natural or legal person, public authority, agency or any other body which processes Personal Data on behalf of the Controller;

“Sensitive data” means data revealing racial or ethnic origin, political opinions, religious or philosophical beliefs or trade union membership and data concerning health or sex life and data relating to offences, criminal convictions or security measures in relation to individuals;

“Third Party” means any natural or legal person, public authority, agency or any other body other than the Data Subject, the H3C, the JFSA/CPA/OB, and the persons who, under the direct authority of the above, are authorized to process the data.

II. DATA PROCESSING PRINCIPLES

The Authorities confirm that the transmission of Personal Data by the data providing Authority to the data requesting Authority will be governed by the following items:

1. Purpose limitation: Personal Data transmitted by the data providing Authority to the data requesting Authority may only be processed by the data requesting Authority if necessary for the purposes permitted or required by Laws or Regulations on public oversight, inspections or investigations of Auditors. The onward transfer of such data, which may be for other purposes, is governed by paragraph 7 below.

The Authorities acknowledge that they primarily seek the names, and Information relating the professional activities, of the individual persons who were responsible for or participated in the audit engagements selected for review during an inspection or who play a significant role in the firm’s management and quality control. Such Personal Data as well as other Personal data will only be used in order to assess the degree of compliance of the registered/notified Auditor and its associated persons with the applicable Laws or Regulations and to enforce compliance with these Laws or Regulations.

If the data receiving Authority intends to use Information received from the data providing Authority for any purpose other than those stated in the request, it must obtain the prior written specific consent of the data providing Authority. If the data providing Authority consents to the use of Information for a purpose other than those stated, it may subject its consent to conditions.

The Authorities will apply the principle of data anonymization and minimization, which means that transfers of Personal Data will take place on a case-by-case basis only, when strictly

necessary for the purpose of carrying out the EoL on mutual cooperation and the exchange of Information related to the oversight of auditors.

2. Data quality and proportionality: All Authorities will endeavour to ensure that it transmits to the other Authority Personal Data that is accurate. Each Authority will inform the other Authority if it learns that previously transmitted Information was inaccurate and/or must be updated. In such case the other Authority will make any appropriate corrections in its files.

All Authorities will endeavour to ensure that the Personal Data requested and transferred is adequate, relevant and not excessive in relation to the purposes for which they are transferred and further processed.

The Personal Data must be kept in a form which permits identification of Data Subjects for no longer than is necessary for the purposes for which the data were collected or for which they are further processed, or for such time as otherwise required by applicable Laws or Regulations. The Authorities will have in place appropriate record disposal procedures for all Information received pursuant to the EoL and this Letter.

3. Transparency: The H3C will provide to Data Subjects Information relating to the transfer and further Processing of Personal Data as required by the Data Protection Directive and the French Data Protection Act. The Authorities acknowledge that the purpose and use by the JFSA/CPAFOB of the Personal Data are as set forth in the Certified Public Accountants Act.

4. Security and confidentiality: The Authorities have provided Information describing technical and organizational security measures deemed adequate by the Authorities to guard against accidental or unlawful destruction, loss, alteration, disclosure of, or access to the Personal Data.

The Authorities will update the Information if changes are made to its technical and organisational security measures that would weaken the protection provided for Personal Data.

Any person acting under the authority of the data Controller, including a Processor will not process the data except at the data Controller's request.

5. Rights of access, rectification or deletion: A Data Subject whose Personal Data has been transferred to the data receiving Authority may request that the data providing Authority identify any Personal Data that has been transferred to the data receiving Authority and request that the data providing Authority confirm with the data receiving Authority that the data is complete, accurate and, if applicable, up-to-date and the Processing is in accordance with the data processing principles in this Framework. If the data turns out to be incomplete, inaccurate or outdated or the processing is not in accordance with the data processing principles in this Framework, the Data Subject may make a request for rectification, erasure or blocking the data, through the data providing Authority.

However in the context of the JFSA/CPAFOB exercise of its official regulatory authority pursuant to the relevant legislations, and that the rights of Data Subjects to access Personal Data held by the JFSA/CPAFOB therefore may be restricted in order to safeguard the JFSA/CPAFOB

ability to monitor, inspect or otherwise exercise its regulatory functions with respect to the Auditors, including associated persons and other relevant individuals ¹, under its regulatory jurisdiction.²

6. Sensitive Data: Sensitive Data will not be transferred between the Authorities except with the consent of the Data Subject.

7. Onward transfer: In the event that the data receiving Authority intends to transfer any Personal Data to a Third Party, the data receiving Authority will comply with the process set forth in section V of the EoL. It will be the responsibility of the Authorities to provide relevant Information to the Data Subject, if required by relevant Laws or Regulations in the jurisdiction of the data providing Authority. The Authorities have provided Information describing the applicable Laws or Regulations on onward transfer of confidential information.

8. Redress: The Authorities acknowledge that they have provided information describing the consequences for the unlawful disclosure of non-public or confidential information. Any violations will be reported to the data providing Authority and if required by law to the appropriate personal data protection authority in each jurisdiction.

¹ E.g. Chief Executive Officer, Chief Financial Officer or internal auditor of the audit client.

² The JFSA/CPAAOB may restrict such rights in limited cases of information (Article 14 of the Act on the Protection of Personal Information Held by Administrative Organs).